



**NOTE DE TRAVAIL**

**COMITÉ JURIDIQUE — 38<sup>e</sup> SESSION**

(Réunion virtuelle, 22 – 25 mars 2022)

**Point 7 : Questions diverses**

**75<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU COMITÉ JURIDIQUE  
DE L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE**

(Note présentée par le Secrétariat)

**1. ENTRÉE EN MATIÈRE**

1.1 L'année 2022 marque le 75<sup>e</sup> anniversaire du Comité juridique, établi par l'Assemblée de l'OACI à sa première session (Montréal, 6 – 27 mai 1947). Depuis sa création, le Comité juridique a rédigé des projets de textes qui ont mené à l'adoption de vingt-quatre traités de droit aérien dont beaucoup ont reçu une acceptation universelle. Le Comité a ainsi apporté une importante contribution au développement et à la codification du droit aérien international.

1.2 Outre qu'il constitue une composante de base du processus d'établissement de traités destinés à l'aviation civile internationale, le Comité juridique donne des conseils à l'Assemblée et au Conseil sur l'interprétation de la *Convention relative à l'aviation civile internationale* (Chicago, 1944 – la « Convention de Chicago ») et mène des études sur des questions de droit aérien international. Conformément à sa Constitution, le Comité juridique est composé d'experts juridiques et est ouvert à la participation de tous les États contractants. La Convention de Chicago, qui comptait 41 États contractants au moment de l'établissement du Comité juridique, en compte à présent 193.

**2. ÉTABLISSEMENT DU COMITÉ JURIDIQUE DE L'OACI**

2.1 Le Comité juridique de l'OACI fait suite au *Comité international technique d'experts juridiques aériens* (CITEJA), qui avait été créé conformément à une recommandation adoptée à la première Conférence de droit aérien privé, tenue à Paris en 1925. De 1926 à 1947, année de sa dissolution, le CITEJA a tenu seize sessions et rédigé cinq projets de textes qui allaient devenir des traités, dont la *Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international*, signée à Varsovie le 12 octobre 1929.

2.2 La Conférence internationale sur l'aviation civile (Chicago, 1<sup>er</sup> novembre – 7 décembre 1944) a recommandé dans une résolution figurant dans son Acte final que les « divers gouvernements intéressés prennent (...) en considération l'utilité de coordonner les activités du CITEJA avec celles de l'Organisation provisoire de l'aviation civile internationale et, après son institution, avec celles de

l'Organisation permanente établie aux termes de la (...) Convention relative à l'aviation civile internationale faite à Chicago, le 7 décembre 1944 ».

2.3 À sa première session, l'Assemblée de l'OACI a institué le Comité juridique, qu'elle a doté de pouvoirs plus larges que ceux du CITEJA. À cette même session, elle a adopté une procédure d'approbation des projets de conventions. La Constitution du Comité juridique est jointe en annexe à la résolution A1-46, et la procédure d'approbation des projets de conventions figure dans la résolution A1-48. La Constitution du Comité juridique et la procédure d'approbation des projets de conventions, adoptées en 1947, ont été révisées lors de la septième session de l'Assemblée (Brighton, 15 juin – 6 juillet 1953). La Constitution révisée figure dans la résolution A7-5 et la procédure révisée d'approbation des projets de conventions, dans la résolution A40-28, appendice B.

2.4 Le Comité juridique a adopté un Règlement intérieur à sa première session, tenue à Bruxelles en 1947. Lors de sa huitième session (Madrid, 1951), il a adopté un nouveau Règlement intérieur, qui a été modifié à ses neuvième, treizième, seizième, vingt-cinquième, trentième et trente-sixième sessions, tenues respectivement à Rio de Janeiro (1953), Montréal (1960), Paris (1967) et Montréal (1983, 1997 et 2015). À sa trente-huitième session, il examinera d'autres amendements de son Règlement intérieur visant à le moderniser.

### 3. CONTRIBUTION DU COMITÉ JURIDIQUE DE L'OACI AU DROIT AÉRIEN INTERNATIONAL

3.1 Depuis sa création en 1947, le Comité juridique de l'OACI a rédigé des projets de textes qui ont mené à l'adoption de 24 traités de droit aérien dans les domaines de la sécurité et de la sûreté de l'aviation, de la responsabilité des aéronefs et des transporteurs aériens, et du financement des aéronefs. Ces traités sont énumérés en **appendice A** à la présente note de travail. Certains des traités rédigés sous les auspices du Comité juridique sont parmi les instruments de codification du droit international les plus largement acceptés. Le Comité juridique a également examiné un amendement de la Convention de Chicago qui a introduit l'article 83 *bis* sur le transfert des fonctions de supervision de la sécurité.

3.2 Le Comité juridique a aussi mené plusieurs études sur des questions spécifiques de droit aérien international comprenant le statut juridique de l'aéronef et du pilote commandant de bord, la responsabilité des organismes de contrôle du trafic aérien, le cadre juridique des systèmes mondiaux de navigation par satellite (GNSS), la définition d'aéronef civil et d'aéronef d'État et les aspects juridiques des opérations d'aéronefs télépilotés. En outre, il a supervisé l'élaboration d'éléments indicatifs sur diverses questions comme les passagers indisciplinés et perturbateurs, le transfert des fonctions de supervision de la sécurité et les conflits d'intérêts en aviation civile, appuyant ainsi les États membres de l'OACI et les organisations internationales dans la mise en œuvre des traités et des normes et pratiques recommandées (SARP) de l'OACI.

3.3 Les membres du Comité juridique sont appuyés par la Direction des affaires juridiques et des relations extérieures de l'OACI, qui lui fait office de Secrétariat. Une liste des membres élus au Comité juridique depuis sa première session figure en **appendice B** à la présente note de travail.

3.4 Le Comité juridique continue à jouer un rôle de chef de file au sein de l'Organisation dans l'étude des questions nouvelles et émergentes touchant le droit aérien et il détermine les façons d'aborder les questions juridiques découlant des défis qui se posent ainsi que les occasions offertes par l'évolution et les réalités modernes du transport aérien.

4. **SUITE À DONNER PAR LE COMITÉ**

4.1 Le Comité juridique est invité à examiner la présente note de travail et à recommander que l'Assemblée s'exprime de la façon qu'elle jugera appropriée, sous forme de résolution ou de déclaration, en vue de reconnaître l'importante contribution du Comité juridique au développement et à la codification du droit aérien international, et de célébrer le 75<sup>e</sup> anniversaire du Comité.

-----



**APPENDIX A**

**LIST OF TREATIES DRAFTED BY ICAO LEGAL COMMITTEE**

*(as at 1 March 2022)*

- *Convention on the International Recognition of Rights in Aircraft*, signed at Geneva on 19 June 1948 (91 Parties);
- *Convention on Damage Caused by Foreign Aircraft to Third Parties on the Surface*, signed at Rome on 7 October 1952 (51 Parties);
- *Protocol to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air Signed at Warsaw on 12 October 1929*, done at The Hague on 28 September 1955 (137 Parties);
- *Convention, Supplementary to the Warsaw Convention, for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air Performed by a Person Other than the Contracting Carrier*, signed at Guadalajara on 18 September 1961 (86 Parties);
- *Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft*, signed at Tokyo on 14 September 1963 (187 Parties);
- *Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft*, signed at The Hague on 16 December 1970 (185 Parties);
- *Protocol to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air Signed at Warsaw on 12 October 1929 as Amended by the Protocol Done at The Hague on 28 September 1955*, signed at Guatemala City on 8 March 1971 (8 ratifications);
- *Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Civil Aviation*, signed at Montreal on 23 September 1971 (188 Parties);
- *Additional Protocol No. 1 to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air signed at Warsaw on 12 October 1929*, signed at Montreal on 25 September 1975 (51 Parties);
- *Additional Protocol No. 2 to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules relating to International Carriage by Air Signed at Warsaw on 12 October 1929 as Amended by the Protocol Done at The Hague on 28 September 1955*, signed at Montreal on 25 September 1975 (52 Parties);
- *Additional Protocol No. 3 to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air Signed at Warsaw on 12 October 1929 as Amended by the Protocols Done at The Hague on 28 September 1955 and at Guatemala City on 8 March 1971*, signed at Montreal on 25 September 1975 (22 ratifications);
- *Montreal Protocol No. 4 to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air Signed at Warsaw on 12 October 1929 as Amended by the*

*Protocol Done at The Hague on 28 September 1955*, signed at Montreal on 25 September 1975 (61 Parties);

- *Protocol to Amend the Convention on Damage Caused by Foreign Aircraft to Third Parties on the Surface Signed at Rome on 7 October 1952*, signed at Montreal on 23 September 1978 (12 Parties);
- *Protocol Relating to an Amendment to the Convention on International Civil Aviation [Article 83 bis]*, Signed at Montreal on 6 October 1980 (177 Parties);
- *Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation, Supplementary to the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, Done at Montreal on 23 September 1971*, signed at Montreal on 24 February 1988 (176 Parties);
- *Convention on the Marking of Plastic Explosives for the Purpose of Detection*, Done at Montreal on 1 March 1991 (156 Parties);
- *Convention for the Unification of Certain Rules for International Carriage by Air*, Done at Montreal on 28 May 1999 (137 Parties);
- *Convention on International Interests in Mobile Equipment*, Signed at Cape Town on 16 November 2001 (81 Parties);
- *Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment on Matters specific to Aircraft Equipment*, Signed at Cape Town on 16 November 2001 (81 Parties);
- *Convention on Compensation for Damage Caused by Aircraft to Third Parties*, Signed at Montréal on 2 May 2009 (12 ratifications);
- *Convention on Compensation for Damage to Third Parties, Resulting from Acts of Unlawful Interference Involving Aircraft*, Signed at Montréal on 2 May 2009 (10 ratifications);
- *Convention on the Suppression of Unlawful Acts Relating to International Civil Aviation*, Done at Beijing on 10 September 2010 (42 Parties);
- *Protocol Supplementary to the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft*, Done at Beijing on 10 September 2010 (42 Parties); and
- *Protocol to Amend the Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft*, Done at Montréal on 4 April 2014 (36 Parties).

— — — — —

**APPENDIX B**

**LIST OF THE OFFICERS THAT SERVED ON THE LEGAL COMMITTEE**

<i>Chairpersons</i>	<i>Vice-Chairpersons</i>	<i>Session at which elected</i>
Mr. A. Garnault (France)	Mr. Justice E. Alten (Norway) Mr. C.S. Booth (Canada)	First Session September 1947
Mr. E.M. Loaeza (Mexico)	Mr. L. Clerc (Switzerland) Mr. H.W. Poulton (Australia)	Fourth Session June 1949
Mr. E.T. Nunneley (United States)	Mr. P.A.T. De Smet (Belgium) Mr. A.A. Irungaray (Argentina)	Sixth Session June 1950
Mr. L. Clerc (Switzerland)	Gen. José Salvador Merino (Spain) Maj. K.M. Beaumont (United Kingdom)	Eighth Session September 1951
Mr. T. Cavalcanti (Brazil)	Mr. K. Sidenbladh (Sweden) Mr. A. Ambrosini (Italy)	Ninth Session August – September 1953
Maj. K.M. Beaumont (United Kingdom)	Mr. C. Gómez Jara (Spain) Mr. Diaeddine Saleh (Egypt)	Tenth Session September 1954
Mr. A. Ambrosini (Italy)	Mr. S. Komachiya (Japan) Mr. V.J. Delascio (Venezuela)	Eleventh Session September 1957
Mr. C. Gómez Jara (Spain)	Mr. G. Rinck (Federal Republic of Germany) Mr. R. Golstein (Belgium)	Twelfth Session August – September 1959
Mr. K. Sidenbladh (Sweden)	Mr. C. Berezowski (Polish People's Republic) Mr. J.B. Diaz (Philippines)	Thirteenth Session September 1960
Mr. R. Golstein (Belgium)	Mr. J.P. Houle (Canada) Mr. U.A. Fernández-Tavelli (Argentina)	Fourteenth Session August – September 1962
Mr. V.J. Delascio (Venezuela)	Mr. W. Guldemann (Switzerland) Mr. B.S. Gidwani (India) Mr. F.X. Ollassa (Congo/Brazzaville)	Fifteenth Session September 1964
Mr. W. Guldemann (Switzerland)	Mr. D. Pardo Tovar (Colombia) Mr. A. El Hicheri (Tunisia) Mr. N. Nakano (Japan)	Sixteenth Session September 1967
Mr. D. Pardo Tovar (Colombia)	Mr. G. Guillaume (France) Mr. L.R. Edwards (Australia) Mr. G. Andriambololona (Malagasy Republic)	Seventeenth Session March 1970
Mr. G. Guillaume (France)	Mr. A.W.G. Kean (United Kingdom) Mr. K.O. Rattray (Jamaica) Mrs. A.M. Donato (Argentina)	Nineteenth Session June 1972

<i>Chairpersons</i>	<i>Vice-Chairpersons</i>	<i>Session at which elected</i>
Mr. D.A. Gutiez (Argentina)	Mr. M.D. Moutafchiev (Bulgaria) Mr. B.S. Gidwani (India) Mr. K.H.Y. Moustafa (Arab Republic of Egypt)	Twenty-First Session October 1974
Mr. A.W.G. Kean (United Kingdom)	Mr. G. F. FitzGerald (Canada) Mr. J. Junek (Czechoslovakia) Mr. M. Tirado (Venezuela)	Twenty-Third Session February 1978
Mr. A. Sciolla-Lagrange (Italy)	Mr. G.H. Kaunda (United Republic of Tanzania) Mr. M. Tirado (Venezuela) Ms Z. Szemes (Hungary) Mr. S.M. Anwar (Pakistan)	Twenty-Fifth Session April 1983
Mr. S.M. Anwar (Pakistan)	Mr. J. Garland (Peru) Mr. C. de la Verpillière (France) Mr. S.R. Tahou (Côte d'Ivoire) Mr. J. Capek (Czechoslovakia)	Twenty-Seventh Session April 1990
Mr. K. El Hussainy (Egypt)	Mr. C. de la Verpillière (France) Mr. E. Medina Urbizu (Mexico) Mr. G. Lauzon (Canada) Mr. H.B. Shrestha (Nepal)	Twenty-Ninth Session July 1994
Mr. G. Lauzon (Canada)	Dr. E. Chiavarelli (Italy) Mr. R.K. Maheshwari (India) Mr. A. Kalango (Nigeria) Mr. Y. El Zubi (Jordan)	Thirty-First Session August – September 2000
Mr. H. Kjellin (Sweden)/ Mr. M. B. Jennison (United States) <sup>1</sup>	Mr. M.B. Jennison (United States) Mr. A.H. Mutti (Argentina) Ms. S.H. Tan (Singapore) Mr. M. Sourang (Senegal)	Thirty-Third Session April – May 2008
Mr. T. Olson (France)	Ms. S.H. Tan (Singapore) Mr. A. Piera (United Arab Emirates) Mr. N. Luongo (Argentina) Mrs. H. Hitula (Namibia)	Thirty-Fifth Session May 2013
	Mr. S. Eid (Lebanon) Mr. L. Mabaso (South Africa)	Thirty-Sixth Session <sup>2</sup> November – December 2015

<sup>1</sup> At its 35th Session (Montréal, 6 – 15 May 2013), under consideration of agenda item 5, it was decided that the record of the Legal Committee should indicate that Mr. M. B. Jennison (United States) was the Chairperson of the Legal Committee for a full term consisting of its 34th and 35th Sessions.

<sup>2</sup> At its 36th Session (Montréal, 30 November – 4 December 2015), under consideration of agenda item 6, the Legal Committee elected Mr. S. Eid (Lebanon) as the Third Vice-Chairperson and Mr. L. Mabaso (South Africa) as the Fourth Vice-Chairperson. Also, in accordance with Rule 6 b), Mr. N. Luongo (Argentina) became second Vice-Chairperson.



***Chairpersons***

Ms. S. H. Tan  
(Singapore)

***Vice-Chairpersons***

Mr. N. Luongo (Argentina)  
Ms. S. Metsälampi (Finland)  
Ms. E. Manga (The Gambia)  
Mr. B. AL Mubarak (Kuwait)

***Session at which elected***

Thirty-Seventh Session<sup>3</sup>  
September 2018

— FIN —

---

<sup>3</sup> Since the end of the 38th Session (Montréal, 4 – 7 September 2018), the offices of the First and Fourth Vice-Chairpersons have been vacated. Accordingly, in accordance with Rule 6 a) of the *Rules of Procedure of the Legal Committee* (Doc 7669-LC/139/6), Ms. S. Metsälampi (Finland) and Ms. E. Manga (The Gambia), automatically became First and Second Vice-Chairpersons, respectively. The 38th Session will proceed with the election of the Third and Fourth Vice-Chairpersons which will be elected at the end of the 38th Session for the unexpired portion of the term, i.e. until the end of the 39th Session (LC/38-WP/5-1 refers).